



L'inauguration de l'IEA de Nantes, en février 2009.

© JLS

Une finance sans intérêts ?

« *Une finance sans intérêts; paradigmes traditionnels et nouvelles perspectives* », tel était le titre d'un atelier se déroulant les 12 et 13 mars 2010 dans les locaux de l'Institut d'études avancées de Nantes (voir *Réponse* n° 103). Cet atelier, organisé en partenariat avec l'université Bocconi de Milan (Italie), posait de nouveaux regards sur l'usage et le rôle de la monnaie. Massimo Amato, résident à l'IEA, économiste, historien, professeur à l'université Bocconi avait réuni autour de lui plusieurs intervenants: Alberto Brugnoli, président d'Assaif, association promouvant le développement d'instruments financiers alternatifs, Luca Fantacci, économiste, professeur à l'Université Bocconi, Yuri Biondi, économiste, chercheur CNRS à l'école polytechnique, professeur au Cnam et à l'université de Paris-Dauphine. Luigi Doria, sociologue, professeur à l'université Bocconi et à l'université de Venise, présidait les séances de travail.

Participaient à ce séminaire: Clarisse Herrendtschmidt, spécialiste en orientalisme et en anthropologie linguistique, chargée de recherche au CNRS, Samuel Jubé, docteur en droit et secrétaire général de l'IEA, Anna Krasteva, professeur de sociologie politique à la nouvelle université bulgare, Céline Lafontaine, professeur de sociologie à l'université de Montréal, Gilles Lhuillier, professeur de droit à l'université de Bretagne-Sud, Jean-Luc Souchet, responsable de la mission formation de la FNMI et élu d'Harmonie Mutualité.

JLS

NDLR: *Il a semblé que ces réflexions pouvaient être utiles aux responsables de mutuelles sur les fondements de leur projet et de leurs engagements. C'est en ce sens que ces notes ont été rassemblées par Massimo Amato et Jean-Luc Souchet; lesquels ouvrent ce dossier par un dialogue.*

Massimo Amato et Jean-Luc Souchet

L'économiste et le mutualiste dans le miroir de la finance sans intérêt

Sur la propriété : une partition commune sur *fructus*, *usus* ou *abusus* ?

Jean-Luc Souchet – Le concept de la monnaie complémentaire (voir page 12) ne semble pas sans lien avec celui de propriété sociale collective élaboré par les mutualistes (Robert Castel). Ce mode de financement non partageable, après avoir développé protection et accès aux soins volontaires dans les mutuelles, va aussi permettre le développement de la protection sociale obligatoire et universelle assurée par la Sécurité sociale française à travers la notion de salaire différé : « *Ton argent n'est pas tout à toi* », tu vas en différer la jouissance et en répartir l'usage vers d'autres que toi pour développer la protection sociale et l'accès aux soins les plus larges. Cela met sinon en cohérence absolue, du moins en lien, le statut des groupements de finances sans intérêt, celui des mutuelles, sociétés de personnes, celui d'association d'intérêt général et celui de démocratie sociale de la Sécurité sociale française de 1945. « *La protection sociale se fonde sur la réunion de personnes ayant des facultés contributives assez hétérogènes pour transférer le surplus de*

ressources ⁽¹⁾ ». Cette mobilisation des liens humains et cette mutualisation des ressources tentent de remédier aux deux sources du malaise humain que Sigmund Freud considère comme inéluctables : « *la surpuissance de la nature, la caducité de notre propre corps* », en proposant d'intervenir sur leur prévention et leur traitement en toute modestie. Elles doivent aussi répondre à une troisième source de souffrance qui dépend des hommes en société, celle que génère « *la déficience des dispositifs qui règlent les relations des hommes entre eux dans la famille, l'Etat et la société* ⁽²⁾ ». Au-delà des réponses concrètes aux besoins, se réclamer de l'économie sociale c'est aussi développer un projet politique au service des hommes. Les cadres européens qui sont en train de s'imposer avec *Solvency 2*, s'inscrivent-ils dans ce projet ? Les problématiques mutualistes et les engagements bolognais (voir page 14) pour une monnaie locale, peuvent-ils mutuellement s'éclairer ?

Massimo Amato – En effet ce qui est à la base du circuit de monnaie locale auquel nous travaillons depuis longtemps, c'est une idée très simple : l'argent n'est tel que s'il passe par les mains de ceux qui sont censés savoir l'utiliser proprement, c'est-à-dire le dépenser, c'est-à-dire encore le faire passer dans d'autres mains, afin que dans chacun de ces passages un travail puisse s'accomplir, une activité humaine se développer. C'est pourquoi l'épargne ne peut pas prendre la forme d'une accumulation d'argent à titre personnel. Au fond l'argent n'est vraiment épargné, au sens d'une provision pour le futur, *que par les autres*. Épargner veut dire : mettre les autres dans la situation de pouvoir utiliser de leur mieux l'argent dont je n'ai pas besoin à présent. Le partage de cette attitude fait que dans la mesure où j'accepte de « perdre » « mon » argent, je peux d'autant plus en recevoir des autres.

▽ La Piazza Cavali
à Placenza (Plaisance),
ville de l'Émilie-
Romagne
dont la capitale
est Bologne.



© Fototeca Ent



© Fototeca Enit

C'est donc une autre économie politique qui est en jeu avec la monnaie tel qu'il est possible de la penser et de l'instituer sans lui donner le trait d'une réserve de valeur. Dans cette perspective, ce sont les entreprises lucratives elles aussi qui doivent et peuvent changer de perspective opérationnelle, non pas en cessant d'être des entreprises lucratives, mais en devenant des entreprises dont les profits ne feraient que mesurer leur contribution à la production et non pas, comme c'est le cas aujourd'hui, et de façon indémêlable, leur participation aux processus de production de la rente.

« Est-ce ainsi que les hommes vivent »⁽³⁾ ?

J.-L. S. – Les apôtres néolibéraux souhaitent substituer aux bienfaits collectifs de la mutualisation, « l'écrémage » des foules au profit de quelques-uns. « *Ton argent doit devenir le mien* ». Le capitalisme n'hésite pas alors à se manger la queue et « à tirer son énergie vitale de la vente de ses actifs »⁽⁴⁾, dans un vaste détournement des mots: le crédit oublie la confiance, le salaire différé devient charge sociale... La propriété

collective des mutuelles et de la Sécurité sociale est consignée pour « *boucher les trous* » d'une richesse sociale dont actionnaires ou rentiers se chargent d'absorber les valorisations. Au niveau macroéconomique, au fil des années 90, la conquête néolibérale a attaqué les pays d'Amérique du Sud et d'Asie puis le reste du monde. A cette époque, un rapport de la Banque mondiale internationale (BMI)⁽⁵⁾ mettait en cause le caractère redistributif des systèmes de protection sociale traditionnels, taxé par les rapporteurs de choix naïf du social sur l'économique, de poids sur les économies nationales et sur la compétitivité des entreprises, de choix inefficace et inadapté pour relever les défis du XXI^e siècle, en particulier celui du vieillissement de la population. La prédation se substitue à la coopération, déconstruisant le lien social. Elle livre sans recours les moins affiliés, les plus

△ **L'Émilie-Romagne (Emilia-Romagna en italien) est une région d'Italie de 4 millions d'habitants. Elle a comme capitale Bologne (vue aérienne ci-dessus).**

(1) Claude Vianney, Une histoire contrastée, *Information sociales* n° 6, 1987.

(2) Cité par Zygmunt Bauman, Le présent liquide, Seuil, mars 2007.

(3) Louis Aragon, Le Roman inachevé, *Poésie/Gallimard, Paris, 1980.*

(4) Zygmunt Bauman, op cit.

(5) Rapport de la BMI, Averting the old-age crisis : policies to protect the old and promote growth, New York, Oxford university Presse, 1994.

faibles, ceux qui ne connaissent pas les règles du jeu, à des mains « *habituées à elles-mêmes, vides d'amour, vides du monde* » qui « *divisant l'élan annule tout espoir...* »⁽⁶⁾. Qu'est ce que les acteurs politiques n'ont pas compris dans cette appropriation néolibérale de la mondialisation ?

M. A. – Ce par quoi on a été tous plus ou moins fascinés, c'est la promesse néolibérale d'un monde où la justice se produirait automatiquement, sans effort, par des mécanismes de marché, censés la produire autant plus rapidement qu'on accepte de ne pas les empêcher de « marcher ». Voilà à quoi ressortit le slogan de la « démocratisation de la finance » ! C'est l'idée que des marchés financiers laissés complètement libres de s'épanouir auraient pu faciliter l'accès de TOUS à un crédit en ligne, de principe illimité. Voilà aussi le troc dogmatique à la base du succès des réformes des systèmes de retraites.

Les fonds de pension auraient pu bénéficier des bienfaits des marchés financiers dans l'exacte mesure où avec leur action ils les auraient soutenus. Leurs concepteurs posaient l'hypothèse que ce soutien n'aurait jamais manqué de produire une hausse perpétuelle des cours. Voilà donc les travailleurs transformés en rentiers... et une réalité qui ne confirme pas ces hypothèses.

Un avenir incertain

J.-L. S. – Depuis les années 70, les mutuelles coexistent avec une dynamique de dérégulation, d'individualisation et de concurrence où « *le plus rusé gagne* ». Ces évolutions environnementales impactent leur développement et les écartent des problématiques originelles de leur positionnement en France. Sociétés de résistance ? Sociétés d'entraide ? Entre mutualisation des moyens et débats sur l'identité, les mutuelles s'adaptent. Si le modèle mutualiste confirme leur statut de société de personnes (code de la mutualité 2002), l'effort essentiel de leur développement porte sur l'efficacité de l'entreprise, sur ses outils, ses dynamiques de regroupement. Les techniques de gestion et de management s'y développent, mais le lien sociétal de proximité avec les adhérents, les partenaires, les citoyens s'étiolle. Le lien avec leurs racines et avec le rôle

structural de leur orientation politique, critères de différenciation majeure, s'estompe. Comment l'adhérent se représente-t-il aujourd'hui son engagement mutualiste ?

Quid de l'obligation solidaire de partager et d'assumer le risque ? Quid de la règle démocratique de la maison commune : un homme une voix comme base de gestion, d'évaluation des besoins et d'ajustement des réponses. Quid de la liberté, à la fois individualisation des actes et des idées et mutualisation des choix, des pratiques et des projets ? Quid de l'indépendance : autonomie des décisions et des liens pour qu'ils ne soient pas des chaînes ? Quid de la dignité, « *je est un autre* » estimable certes, mais au même titre que tous les autres ? Que se passe-t-il quand les reflets du miroir des échanges s'estompent ?

M. A. – Ce qui permet une réflexion appuyée et menée en commun sur les perspectives ouvertes par le projet d'une nouvelle économie politique, c'est avant tout le fait de sortir des oppositions auxquelles on nous a habitués. Sortir de l'économie capitaliste financiarisée, ce n'est pas la même chose que sortir de la véritable économie de marché. C'est cette sortie-là du référent financier qui permettrait plutôt aux hommes d'entrer dans le marché une bonne fois. La justice sociale ne requiert pas l'abolition de la monnaie où ne dicte pas une attitude dépréciative par rapport à l'argent, mais plutôt un changement d'attitude qui est aussi le ressort pour un changement de regard sur la monnaie elle-même. Il est possible de penser à une « *monnaie mutuelle* », c'est-à-dire telle qu'elle puisse renforcer les liens de mutualité, de coopération, qui ne devraient pas intervenir après la production pour en corriger les méfaits distributifs (« *panser les plaies* »), mais qui devraient être plutôt la base elle-même de tout système de production axé non seulement sur le travail, mais sur la dignité d'un travail qui soit le cœur d'une inscription humaine personnelle et collective (« *penser la vie, penser le changement* »). ●

NDLR: Nos lecteurs auront compris que ce dialogue est un dialogue entre deux personnalités; en particulier, Jean-Luc Souchet intervient ici comme militant mutualiste et universitaire et non comme représentant la « Mutualité ».

« **Sortir de l'économie capitaliste financiarisée, ce n'est pas la même chose que sortir de la véritable économie de marché.** »

Massimo Amato

(6) Paul Eluard, op cit.

Massimo Amato

Une finance sans intérêt, les leçons de la crise actuelle

La crise financière récente a produit des effets intolérables sur nos sociétés. Elle a permis de constater rétrospectivement que la poursuite de la croissance des marchés financiers était insoutenable en l'état.

La crise s'est appuyée sur trois équivoques : la croyance que la finance globalisée pouvait s'auto-référentialiser ; la tentation d'ignorer les exigences liées au crédit pour assurer un bon fonctionnement de l'économie réelle ; le choix de faire prévaloir la circulation monétaire sur la circulation des biens. Si elle ne met pas en cause la nécessité pour l'économie réelle ⁽¹⁾ d'utiliser la finance et le crédit, pose-t-elle la question de la mise en place d'un système monétaire au service d'une économie humaine ?



△ Massimo Amato.

Problématique

Même si certains affirment que cette crise est résolue – ce qui n'est pas garanti –, il convient d'en tirer des leçons. Comment stopper la subordination de l'économie réelle à la finance ? Peut-on envisager une autre finance ? Si on considère les remèdes administrés pour la traiter, ils se limitent pour l'instant à deux préconisations. L'une propose une démarche de prévention tendant à restreindre la circulation monétaire par la restriction des crédits et l'accumulation des réserves des banques. L'autre invite à un effort de gestion de la crise qui risque d'augmenter considérablement l'offre de monnaie sans garantir la liquidité des marchés. Ces solutions sont incompatibles et insuffisantes. Elles se fondent sur un concept indiscuté de la monnaie comme réserve de valeur. Une notion indiscutée n'invite-t-elle pas précisément à la discussion ? Ce questionnement passe sans doute par un détour : « Où réside l'insoutenable du système financier actuel ? ». Dans le système de globalisation financière ayant amené la crise, la monnaie, en quête de rémunération au meilleur rendement, se positionne comme réserve de valeur. Elle

apparaît comme la clé de voûte des traitements de la crise, mais aussi des marchés financiers en tant que tels. Elle se fait réserve liquide de valeurs dans un marché qui devient de plus en plus celui de la liquidité. La liquidité absolue de cette monnaie, par rapport à celle de tout autre titre de crédit, semble, il est vrai, offrir des avantages aux créanciers et aux débiteurs. Pour les financiers, avec la banque centrale, construite pour ne jamais faire faillite ⁽²⁾ et les États, hostiles à toute régulation sur les rentes parce qu'eux-mêmes pressés de trouver leur financement sur les marchés, c'est la garantie d'un rendement et d'un risque renvoyé aux autres. Pour les débiteurs, la liquidabilité du crédit le rend plus abondant et moins conditionné par leur solvabilité. L'ennui d'un tel système qui entretient l'illusion de s'auto-soutenir, c'est qu'il vit sur la constante déstructuration de l'élément fondamental de la finance : le rapport débiteur/créancier. La base monétaire, prise comme réserve de valeur, déséquilibre cette relation. Est-elle la seule possible ?

Dans la mise en jeu du principe de liquidité de la monnaie, le taux d'intérêt constitue la prime permettant sa circulation : « seule une monnaie que vous pouvez indéfiniment soustraire à la circulation sans la dépenser ni la prêter peut vous mettre structurellement dans la situation de pouvoir réclamer une rémunération pour sa cession » ⁽³⁾.

(1) L'« économie réelle » est une expression employée entre autres auteurs, par Patrick Viveret, pour désigner l'activité économique en dehors de sa partie spéculative, c'est-à-dire hors de la finance et de la bourse, celle qui règle les échanges communs.

Pour Massimo Amato, encore plus simplement, l'« économie réelle » est le lieu où ce qui compte est le travail et non pas la rente.

(2) Cette banque émet et garantit la monnaie, dette particulière, pour toutes les autres institutions financières.

(3) Massimo Amato, atelier du 12 mars 2010, IEA de Nantes.

Il s'agirait d'une sorte de « *droit de main morte* » sans vraies compensations. Comment concevoir une monnaie qui ne soit ni réserve de valeur, ni marchandise ? Quel nouveau lien établir entre débiteur et créancier qui implique une séparation entre monnaie et crédit ? Envisager un tel changement impose de ne plus considérer la monnaie comme un objet d'achat et de vente

▽ La Fontaine de Neptune, à Bologne.



© Fototeca Enit

ou comme instrument de pouvoir. Cela doit amener, le cas échéant, à renégocier le rapport dette/créance. Une telle évolution mobilise des relations de proximité et suppose de renoncer à la spéculation sur la liquidité pour passer à un autre principe permettant l'équilibre financier, avec un alignement tendanciel des échéances. Le paiement des dettes reste une obligation, mais la finance doit travailler à les rendre payables.

Clearing [compensation] et articulation

Une des caractéristiques prégnantes d'un système de liquidités est constituée par l'objectif des créanciers de faire porter le risque par d'autres. Il s'agit pour eux de s'approprier le profit (la rente) et de socialiser les pertes en « mutualisant » le risque. Une telle posture, en réalité, désolidarise débiteurs et créancier de leur relation constitutive. Pour restaurer une relation dette/créance soutenable, à la suite de Keynes, il est nécessaire de lui substituer un système de *clearing* (littéralement de compensation). Il s'agit de mettre en place un lieu d'arbitrage et

Petite histoire des monnaies locales

En sciences économiques, une monnaie locale est une monnaie non soutenue par un gouvernement national. Elle n'a pas nécessairement de cours légal et est destinée à n'être échangée que dans une zone restreinte. Elle est également appelée monnaie complémentaire. Ce concept, utilisé sans doute depuis les prémices de l'histoire humaine, va trouver à Wörgl, petite ville d'Autriche une de ses premières formalisations modernes.

En 1932, cette ville connaît une dépression économique importante qui amène chômage, pauvreté, stagnation de l'activité. Le maire et son conseil décident alors de créer une monnaie locale. Il fait imprimer 32000 bons-travail portant un taux d'intérêt négatif de 1 % par mois, créant ainsi une monnaie fondante, qui perd de sa valeur au fil du temps. Un montant équivalent en schilling est déposé à la banque locale pour couvrir les bons en cas de rachat en masse et de réclamation des intérêts par le gouvernement. Ces bons vont circuler si rapidement, que seuls 12000 d'entre eux seront en fait mis en circulation. Selon les rapports du maire et

d'économistes qui étudieront cette expérience, le système sera facilement accepté par les marchands et la population locale. Il va permettre la construction et la réparation de routes, de ponts, de réservoirs, de systèmes de drainage, d'usines et de bâtiments. Le bon aura également cours légal pour le paiement des taxes locales. Pendant l'année où cette monnaie circule, elle s'échangera treize fois plus vite que le shilling officiel et servira de catalyseur à l'économie locale. Les recettes du gouvernement local vont s'élever de 2400 shillings en 1931, à 20400 en 1932. Le chômage disparaît, alors qu'il demeure très élevé dans le reste du pays. Aucune hausse des prix n'est observée. S'appuyant sur le succès significatif de l'expérience de Wörgl, plusieurs autres communautés introduisent des systèmes de bons similaires. Mais le programme va se heurter à l'opposition du parti socialiste régional et à celle de la banque centrale autrichienne, qui voit une violation de ses prérogatives sur la monnaie. Il en résulte une suspension du programme (novembre 1933). Le chômage reprend alors son développement. L'économie locale

de gestion où débiteurs et créanciers peuvent compenser dettes et créances de façon multilatérales. La charge d'ajustement y devient une charge bilatérale solidaire débiteur/créancier. Comme le risque inhérent au rapport débiteur/créancier, par essence, est incalculable, dans le système du *clearing*, tous les acteurs supportent ensemble les risques et les avantages que leurs relations engendrent. Un tel choix retrouve les principes de l'économie sociale et mobilise la conception de propriété sociale collective (Robert Castel) défendue par la Mutualité. Il réinscrit l'économie dans des racines communes partagées : les finances islamiques, la réflexion théologique chrétienne appuyée sur Aristote, l'évergétisme romain... Il réinstalle les banques dans un rôle d'intermédiaires de crédit.

Le choix du *clearing* s'articule avec la recherche d'un système monétaire international qui n'appartienne à aucun État. Avec la création de monnaies complémentaires de circulation locales, il doit permettre de relocaliser un contrôle de la finance constituant en soi une nouvelle expression possible de la démocratie.



◁ Eglise San Giovanni Evangelista à Parme.

De telles monnaies locales sont d'inspiration sociale, elles relèvent de pratiques coopératives... Ce sont des monnaies non thésaurisables qui doivent circuler entre les individus et les réseaux locaux d'échange. Elles sont évaluées dans le rapport constant d'une unité en circulation pour une unité de valeur réservée. Leur action doit permettre un redémarrage des échanges. Elle doit amener une dynamisation des activités locales. La distribution et l'évaluation de la monnaie doit s'opérer en fonction d'une règle de subsidiarité. *« Une finance sans intérêt n'est pas une finance du désintérêt et de l'amour réciproque. Elle n'est*

retrouve le niveau de crise des autres communautés du pays. L'expérience de Wörgl dégage de manière significative quelques unes des caractéristiques communes, et des effets observables des monnaies locales.

Elles ont tendance à circuler beaucoup plus rapidement que les monnaies nationales, conséquence d'un taux d'intérêt négatif qui encourage les gens à ne pas thésauriser la monnaie. Elles permettent à une communauté d'utiliser pleinement ses ressources productives existantes, tout spécialement la force de travail inemployée, ce qui a un effet catalytique sur le reste de l'économie locale. Puisqu'elles ne sont acceptées qu'au sein de la communauté, leur usage encourage l'achat de biens et de services produits localement et valables localement. Certaines formes de monnaie complémentaire permettent de promouvoir une utilisation plus complète des ressources sur une zone géographique beaucoup plus large et aident à s'affranchir de l'obstacle de la distance. Le système *Fureai Kippu* au Japon distribue des crédits en échange d'aide apportée aux citoyens seniors. Des membres de la famille qui vivent loin de leurs parents peuvent gagner des crédits en offrant assistance à une personne âgée de leur communauté locale. Les crédits sont alors transférés

à leurs parents ou convertis par eux en une aide locale. Grâce à Internet, des formes de monnaie complémentaire peuvent être utilisées au-delà des frontières territoriales pour stimuler des transactions sur une base globale. Ces monnaies virtuelles bien qu'elles ne soient pas "locales" au sens traditionnel du terme, peuvent pourvoir aux besoins spécifiques d'une communauté virtuelle. Une fois en circulation, elles s'ajoutent au pouvoir d'achat des populations en ligne, comme dans le cas des monnaies locales.

En net développement depuis vingt ans, aujourd'hui, plus de 2500 systèmes de monnaie locale sont utilisés à travers le monde. L'un des plus en vue est le Lets, *Local Exchange Trading System*. Démarré à l'origine à Vancouver, au Canada, plus de 30 systèmes Lets sont aujourd'hui actifs au Canada, et plus de 400 au Royaume-Uni. L'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande et la Suisse possèdent des systèmes similaires. Au cœur de tels projets, s'impose une proximité avec les acteurs qui peut être géographique ou partenariale, d'affinité. (Source Wikipedia)

NDLR : Réponse reviendra dans un numéro ultérieur sur la question de la monnaie « locale », tant le sujet peut porter à réflexion.

(4) A laquelle Massimo Amato et Luca Fantacci appartiennent.

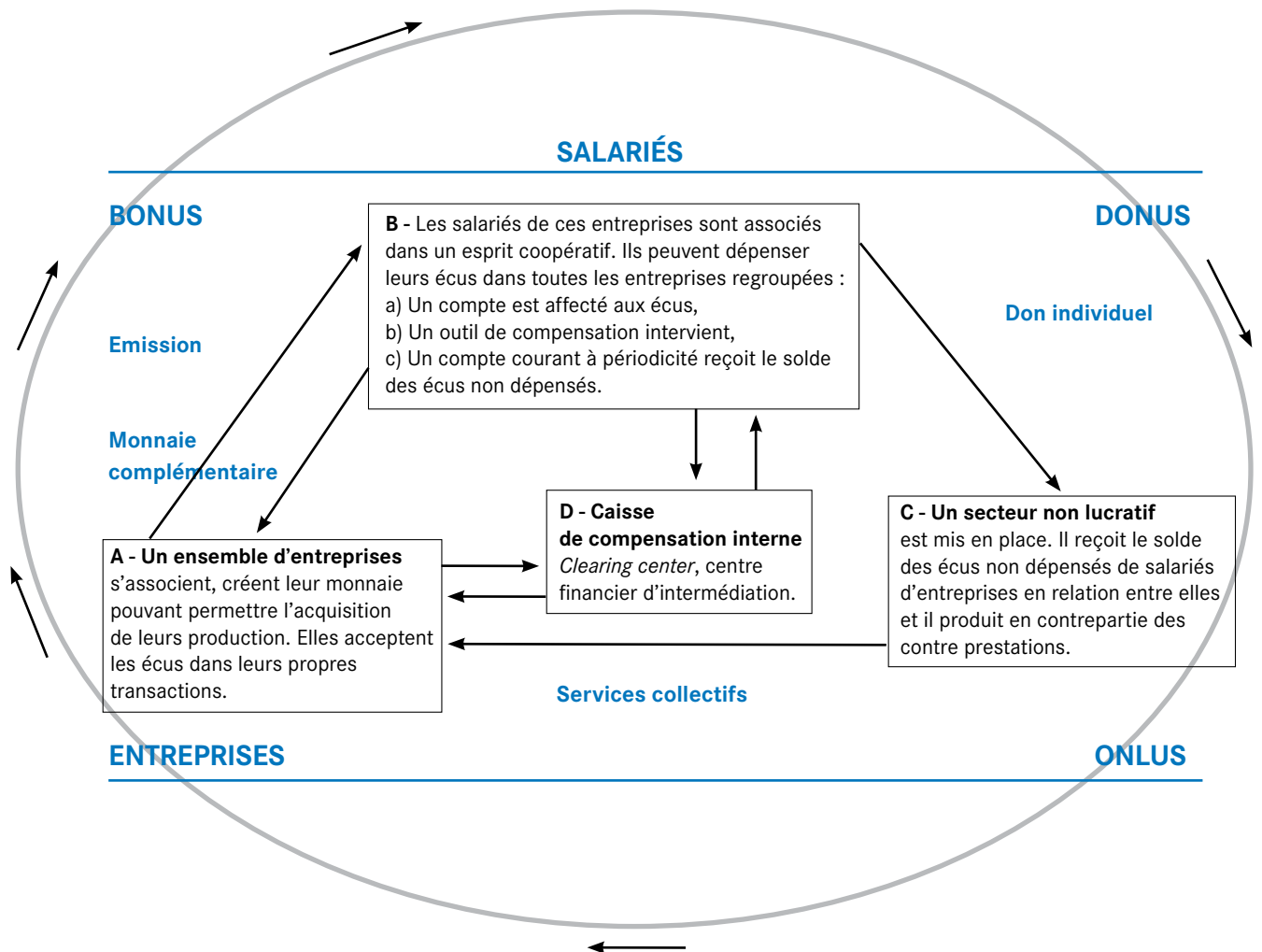
(5) Pour en savoir plus, on peut consulter le site www.monetadidono.it

même pas une finance où l'on serait forcé d'aimer le risque. Elle est simplement une finance où il n'est pas permis de s'exonérer de la prise en charge de sa propre part de risque en l'adossant à autrui. Le risque proprement enduré ne peut pas constituer en effet une justification sociale plénière du profit. Le profit peut et doit être distingué de la rente. »

L'expérimentation Bolognese

Que peut être une monnaie complémentaire locale ? Une équipe d'enseignants chercheurs de l'université de Milan ⁽⁴⁾, s'est lancée depuis plusieurs années dans l'expérimentation et la concrétisation de ce concept. Elle a entrepris un projet commun avec des partenaires, entrepreneurs et salariés de Bologne ⁽⁵⁾, ville de tradition coopérative et militante, dévastée par les effets de la mondialisation financière

néolibérale (délocalisations d'emplois, fermeture d'entreprise, chômage...), pour mettre en place un tel système. « Nous avons tenté de réaliser un encadrement théorique de la mise en service d'une monnaie locale possible, fondée sur le principe du clearing, inspiré des théories de Keynes sur la monnaie ». Un questionnement constant sur l'utilité sociale structure leur démarche : « cette initiative a-t-elle du sens », au plan économique, au plan technique, en termes de plausibilité politique ? Des entreprises décident de constituer un collectif (A) où une partie des salaires des employés sera versé dans la monnaie officielle, l'euro, l'autre dans une monnaie locale, l'« écu de Bologne » qui aura cours pour l'achat d'un certain nombre de leurs productions, d'un certain nombre de services et dans certains échanges interentreprises au sein de ce collectif. Un



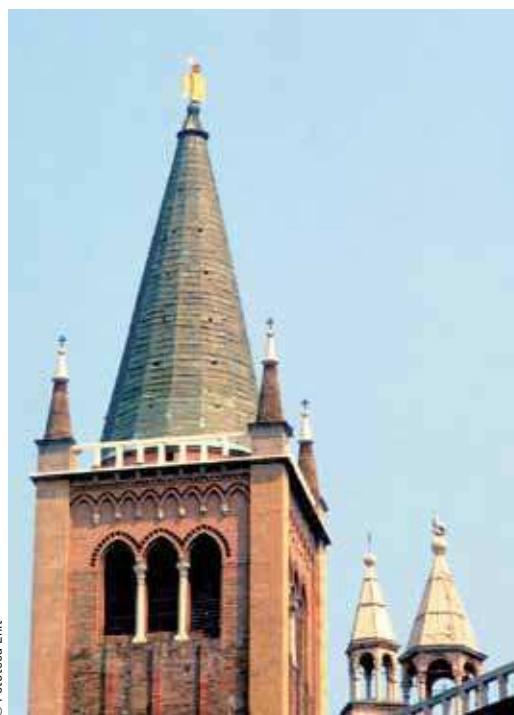
salaires de 1 200 euros sera versé avec 900 euros et 300 écus qui seront garantis dans une stricte équivalence par 300 euros provisionnés par ces entreprises pour chaque versement de 300 écus, sur la base d'un euro pour un écu.

Un groupe B est constitué par la communauté des salariés/usagers, en relation économique, avec ces entreprises.

En D est créé un organisme local, une sorte de chambre de compensation, qui gère cette réserve et les flux.

Ces dispositions impliquent un certain nombre d'accords collectifs qui valident ces versements et leur usage dans le cadre de la commercialisation des productions du groupe d'entreprise. Ces accords concernent :

- un accord négocié avec et entre les salariés, elle a amené à Bologne une collaboration développée avec employeurs et partenaires sociaux ;
- un accord pour que ce collectif soit le résultat d'un choix d'entreprises dont les intérêts se recoupent et dont les productions se complètent. Elles doivent proposer des réponses utiles aux besoins de leurs salariés (que pourrait-on négocier avec un trust international fabricant de composants informatiques en l'associant à une telle coopération (limite actuelle, question de développement à penser ?) ;



© Fototeca Enit

Subsidiarité

En politique, le principe de subsidiarité est le principe selon lequel une responsabilité doit être prise par le plus petit niveau d'autorité publique compétent pour résoudre un problème. C'est donc, pour l'action publique, la recherche du niveau le plus pertinent et le plus proche des citoyens. Il conduit à ne pas faire à un échelon plus élevé ce qui peut être fait avec la même efficacité à un échelon plus bas. Le niveau supérieur n'intervient que si le problème excède les capacités du niveau inférieur (principe de suppléance). Si ce principe trouve une application matricielle dans la doctrine sociale de l'Église catholique comme sans doute dans la plupart des grandes traditions religieuses et philosophiques, il s'agit bien d'une orientation politique et économique à part entière.

- un accord stratégique sur la monnaie et sur un système de gestion spécifique : cette monnaie complémentaire ne peut pas être génératrice d'intérêt, elle n'est pas épargnable et accumule, mais limitée au besoin d'usage. Un quatrième pôle, C, doit donc être positionné. Il prend la forme d'un secteur à but non lucratif, gestionnaire de services, de protection sociale, de prestations de soins ou d'entraide sociale, de produits culturels... Ce pôle est alimenté, par devoir cessionnaire, par les fonds non dépensés par les salariés participants après un terme déterminé. Tous les deux mois par exemple le solde positif en écus de Bologne de chaque compte, peut être reversé à cette instance. Du fait de leur position économique, les associations à but non lucratif ne peuvent que dépenser tout l'argent qui leur arrive, en assurant la clôture du circuit ainsi que sa réactivation, à une vitesse de circulation plus élevée que celle de la monnaie officielle. Leurs besoins financiers ne seront jamais couverts parce que les besoins humains, auxquels elles répondent, ne sont jamais totalement pourvus.

Cette mise en place suppose une harmonie entre les divers acteurs et parties. Elle passe par l'acceptation d'un solde en écu au taux négatif. A l'inverse d'un système de liquidité cherchant à constituer des réserves, dans ce système d'échange, il doit toujours manquer quelque chose pour aller plus loin. « Si on arrive à faire en sorte que la monnaie perde sa valeur, on n'aurait plus besoin de cette valeur » (Keynes). ●

◁ Clocher du Dôme (Il Duomo) de Parme.

Alberto Brugnoli

L'argent dans l'Islam

Proche par ses formalisations et distincte dans ses fondements idéologiques des théories de Keynes, le traitement de la finance islamique ouvre un autre champ comparatif intéressant. Fin 2009, le système financier mondial étouffe de ses propres contradictions. Le Produit national brut mondial est de soixante sept millions de milliards de dollars, l'addition de l'ensemble de la monnaie papier correspond à cent soixante fois ce total réel. On parle de la dette de la Grèce ou de celle de l'Islande ou de l'Espagne, mais celle des États-Unis représente six fois le PNB national, celle de la grande Bretagne trois fois, ce qui ne semble pas poser de problème⁽¹⁾. Cette crise actuelle, catastrophique pour les anglo-saxons, relativement limitée pour

l'instant pour l'Europe, est restée quasiment sans aucun effet sur les banques islamiques. Pourquoi ? Dans la culture islamique, l'expansion infinie de cette masse monétaire à long terme est perçue comme une pollution de l'environnement physique et social. La finance islamique est une finance locale. On trouve d'ailleurs en arabe comme en français un mot sans équivalent en anglais, en italien ou en allemand : « *le terroir* » qui marque cet enracinement. La référence religieuse en plus, dans le Coran, la définition de la monnaie ressemble assez à celle que donne Keynes. La finance islamique s'appuie en effet, au nom d'Allah, sur trois principes : une transaction réelle (la finance doit être au service de l'économie), un risque qui doit être partagé (le bailleur de fond est informé de l'activité réelle du créancier. Il connaît précisément et accepte le risque qu'il encourt en prêtant. Il peut même accepter s'il ne peut pas être totalement remboursé, de partager la dette.), une seule titrisation possible : le titre est représenté par un bien ou une valeur qui constitue la garantie (un bien égale un titre. Aux États-Unis lors de la crise un titre pouvait être couvert jusqu'à cent quatre vingt fois.).

En Islam la monnaie est l'outil de gens qui se parlent et qui partagent. La prise d'intérêt est interdite (suivant en cela une tradition commune à toutes les grandes religions). La prohibition de l'intérêt résulte du verset 275 de la deuxième sourate du Coran : « *Dieu a rendu licite le commerce et illicite l'intérêt* ». C'est une vision du monde. Dans leur principe, et donc dans leur application possible, les finances islamiques sont éthiques, solidaires et mutuelles. ●

La finance islamique

L'encours de la finance islamique dans le monde est estimé entre 600 et 800 milliards de dollars en 2006 ou 2007 et pourrait atteindre 1 000 milliards en 2010, selon des prévisions publiées en 2008. Il a progressé rapidement de 2003 à 2007, plus de 15 % par an, soutenu par les revenus des pays du golfe Persique et d'Asie du Sud-Est, en fort développement économique sur la période, les rapatriements de fonds moyen-orientaux après les attentats du 11 septembre 2001 et la montée de la conscience religieuse islamique.

Alors que près de 25 % de la population mondiale est de confession musulmane, certains estiment que 40 % à 50 % de leur épargne sera gérée par la finance islamique d'ici 8 à 10 ans, contre 10 % vers 2007. Les principales banques islamiques dans le monde sont, par ordre de taille décroissante d'encours en 2006 : Al Rajhi Bank (Arabie saoudite), la Kuwait Finance House (Koweït), la Dubai Islamic Bank (Dubai), l'Abu Dhabi Islamic Bank (Émirats arabes unis), et la Bank Al Jazira (Arabie saoudite). En Algérie, Al Baraka Bank est une banque islamique. Meezan Bank est une des banques islamiques du Pakistan. En Tunisie, Banque Zitouna est la seule banque islamique.

En Europe, c'est au Royaume-Uni que s'est développée la première industrie de la finance islamique. En Allemagne ou en Suisse, elle connaît aussi un développement important. Malgré le lancement par la BNP dès 2003 de produits islamiques, la France est plus réservée.

(Source Wikipedia)

(1) Cette incohérence séparant deux humanités se retrouve en matière de développement durable où les pays riches sont en train d'interdire aux pays pauvres des produits de consommation auxquels ils n'ont jamais eu accès à ce jour, au vu des dégâts que leurs propres abus ont provoqués sur l'environnement mondial, en développant leur propre bien-être...

Luca Fantacci

Keynes : balayer les intérêts de la finance

Depuis le début de la crise financière actuelle, on parle beaucoup d'un retour à John Maynard Keynes. En faisant le choix de solliciter la dépense publique pour combler un déficit privé jusqu'à envisager parfois leur nationalisation, on parle de politiques Keynésiennes. Réduire les taux d'intérêt pour favoriser l'expansion, favoriser l'inflation et hausser les impôts est-ce bien Keynésien ?

Il s'agit en fait d'un contresens grossier sur ses préconisations mis en avant pour faire face à la dépression économique. Keynes tout d'abord n'était pas de son vivant inconditionnellement favorable à l'interventionnisme de l'Etat, générateur d'inflation selon lui. Sans doute aujourd'hui ne serait-il pas favorable à des dettes publiques sans limite, ainsi qu'à une politique de taux d'intérêts maintenus artificiellement bas pour favoriser la reprise des marchés financiers. Tandis que les marchés financiers se fondent sur l'intérêt, Keynes désigne pour sa part l'intérêt en termes d'usure : « *la puissance de l'usure est intolérable* » et les lois contre l'usure et la spéculation constituent pour lui une bonne mesure. L'intérêt selon lui est la prime de la liquidité, pour favoriser l'épargne et l'accumulation de l'argent sans se soucier de le réinvestir. Cette prime de liquidité n'est pas une prime de risque, car il n'y a aucun risque quand on thésaurise. L'intérêt est le prix à payer pour une monnaie maintenue artificiellement rare qui devient donc chère. C'est une récompense pour inciter l'insécurité liée au passage de la sécurité que procure la détention de monnaie à « l'insécurité » risquée par l'achat et la détention d'autres titres de crédit. Ce que l'on nomme politique keynésienne aujourd'hui constitue en fait des soins palliatifs à l'état de crise.

Pour Keynes, l'établissement d'une économie saine passe par l'évacuation de l'intérêt. C'est le sens du projet qu'il présentera à Bretton Woods, à la demande du gouvernement britannique pour réformer le système monétaire international.



◁ John Maynard Keynes (à droite) et Harry Dexter White (à gauche) en 1946.

Les accords de Bretton Woods

Ils furent signés le 22 juillet 1944 à Bretton Woods aux États-Unis après trois semaines de débats entre 730 délégués représentant l'ensemble des 44 nations alliées pour mettre au point le système financier mondial. Les deux protagonistes principaux de cette conférence ont été John Maynard Keynes, qui dirigeait la délégation britannique, et Harry Dexter White, assistant au secrétaire au Trésor des États-Unis, qui avaient tous deux préparé un plan d'ensemble. Le plan Keynes, ébauché dès 1941, préparait un système monétaire mondial basé sur une unité de réserve non nationale, le bancor. La partie américaine mettait en avant le rôle de pivot du dollar américain et proposait plutôt de créer un fonds de stabilisation construit sur les dépôts des états membres et une banque de reconstruction pour l'après-guerre. Au final, c'est la proposition de White qui prévalut, organisant le système monétaire mondial autour du dollar américain, mais avec un rattachement nominal à l'or. Le 15 août 1971 le président Nixon mettra fin autoritairement à cette convertibilité du dollar en or.

(Source Wikipedia)

Dans la Clearing Union qu'il propose, la monnaie internationale ne pouvait pas être thésaurisée. Il n'y avait donc pas de place pour des prêts internationaux. Avec le « *bancor* », son projet de monnaie internationale, il souhaitait établir un commerce international qui aurait pour fonction d'assurer un système de gestion financière sans intérêt. Le *bancor* n'était qu'une pure unité de compte ; cette unité ne se créait qu'en lien avec des biens à échanger, pour accomplir cet échange ; la monnaie sans lien avec des biens devait être détruite : s'il n'y en a plus besoin, son accumulation doit être empêchée ; créancier et débiteur payent des intérêts sur leurs soldes tant négatifs que positifs

La fonction de la monnaie est celle d'unité de mesure pour rendre possible l'échange, le seul échange qui vaille étant l'échange de biens. Un échange équilibré n'a pas besoin de

monnaie. Cela pose la nécessité de clore les marchés internationaux où l'on peut vendre ses titres pour se libérer du risque. Le rapport d'investissement doit donc être conçu comme une sorte de mariage, un partage du risque pour le meilleur et pour le pire, même si évidemment le contrat peut et doit en envisager un terme possible.

Keynes va s'appuyer sur le niveau local pour rétablir une autonomie monétaire et financière. Selon lui, il n'est pas possible de subordonner « *la politique du bien-être* » de l'économie locale aux règles de la finance. Au local doit revenir la gestion des besoins non pourvus, des gens sans travail, des moyens de la communication.

Pour rendre possible cette autonomie il faut rétablir une compensation multilatérale posant l'obligation associée de la dette payée et de la dette payable. ●

John Maynard Keynes (5 juin 1883 - 21 avril 1946)

Keynes est un économiste britannique de notoriété mondiale, reconnu comme le fondateur de la macroéconomie moderne. Selon lui, les marchés ne s'équilibrent pas automatiquement ce qui justifie le recours à des politiques économiques conjoncturelles. Considéré comme l'un des plus influents théoriciens de l'économie du *xx^e* siècle, Keynes, en tant que conseiller officiel ou officieux de nombreux hommes politiques, fut l'un des acteurs principaux des accords de Bretton Woods. Il a aussi été un auteur à succès avec l'écriture d'un livre sur le traité de Versailles intitulé *Les Conséquences économiques de la paix* publié en 1919 et la rédaction d'articles pour les journaux.

Sa première somme théorique est le *Traité sur la monnaie*. Son œuvre majeure est sans conteste la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), qui permettra de combler un manque en fournissant notamment aux nouveaux libéraux anglais une théorie économique adaptée, apte à remettre en cause la loi de Say, à souligner les limites du laissez-faire depuis la fin *xix^e* siècle et à dégager les outils conceptuels nécessaires à la mise en place de politiques économiques alternatives. Ses travaux ont été utilisés après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre de la mise en place

de l'État-providence. Selon certains, Keynes aurait eu à son époque une position « centriste » entre d'une part Friedrich Hayek et d'autre part Harold Laski, un des inspirateurs de l'aile gauche du parti travailliste. La pensée de Keynes, notamment le courant keynésien, dit de la synthèse néoclassique, longtemps dominant aux États-Unis, a perdu une large part de son influence à partir du début des années 1980 avec la montée en puissance du monétarisme et de la nouvelle économie classique. Cependant, la crise économique de 2008-2009 marquera un regain d'intérêt pour la pensée de Keynes, tant dans la version plutôt sociale libérale de la nouvelle économie keynésienne, que dans des versions plus hétérodoxes, telles que le post-keynésianisme ou, en France, l'économie des conventions. Ce qui est vraiment important aujourd'hui, c'est de s'apercevoir que le centre de la pensée de Keynes, ce ne sont pas les politiques conjoncturelles, visant à endiguer les méfaits des marchés financiers, mais plutôt une réforme de la monnaie et de la finance qui reconstitue un rapport sain entre finance et économie réelle, et qui puisse nous libérer de la nécessité d'une continue intervention de l'État dans la vie économique, internationale et locale.

(Source Wikipedia)

Yuri Biondi

Relation entre système comptable et activité organisée

L'introduction du système comptable dans la gestion des flux monétaires est porteuse en soi de questions théoriques et permet des interprétations symboliques par rapport à ces flux. Quelles sont les transactions qui originent cette dimension financière : investissements-créances ? Comment les interpréter ? Les normes comptables doivent les resituer dans le temps et dans l'espace, actifs-passifs, mélange des transactions et d'autres valeurs estimées vis-à-vis des modèles économiques. Elles doivent prendre en compte l'axe perpendiculaire des représentations et l'axe horizontal des transactions.

La notion de profit n'existe que dans ce cadre. Elle est reconstruite dans cette dimension verticale, qui est un deuxième ordre. Ce système indispensable pour contrôler et vérifier l'activité économique, est une projection, un horizon, la base du système comptable permettant d'envisager la tenue et le terme des comptes. La crise actuelle est bien la résultante d'un dysfonctionnement de ce système comptable.

Une des raisons de ce dysfonctionnement, c'est le hors bilan des banques. Ce hors-bilan n'est pas constitué par ce qui est mis en annexe des bilans annuels exigés par les normes IAS et IFRS, qui ne sont pas des bilans comptables. Les résultats des bilans annuels sont une fiction à effet réel. Le seul bilan valide, c'est la clôture définitive des comptes. Les banques se sont gardées des pans entiers de leurs liquidités hors bilan, c'est-à-dire non inscrits dans les transactions, laissés à une gestion sans trace, de quelques responsables, instituant une asymétrie de l'information. De très nombreux produits dérivés mis en avant avec la récente crise par exemple sont constitués par ces transactions hors bilan. Ils échappent à tout contrôle comptable. C'est sans doute par ce moyen que certains conseillers bancaires américains ont pu « aider » l'Etat Grec à masquer sa dette, permettant ainsi des rachats de créances,



© Fototeca Ent

à risque limité si on mise sur les garanties européennes et internationales, à faible coût (les prêts des banques françaises et allemandes se sont faits sur des liquidités empruntées sur le marché financier à un taux de 1 % d'intérêt), et à gros profit, si l'on considère que les taux d'intérêts infligés à la Grèce au fil des appréciations négatives des agences de notation anglo-saxonnes sont de 7 % (soit un écart de 4 % avec les taux de prêts appliqués pour l'Allemagne). Une autre raison de cette crise, qui serait plus grave encore, serait l'éventualité que pour un certain nombre de fonds, pour les acteurs bancaires eux mêmes, une partie de l'évaluation leur échappe, creusant le champ des incertitudes sur l'avenir économique du monde. ●

△ La Via Rizzoli à Bologne.